



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

# Conseil exécutif

## Cent quatre-vingt-cinquième session

185 EX/INF.15  
PARIS, le 24 septembre 2010  
Anglais et français seulement

Point 41 de l'ordre du jour provisoire

### CONTRIBUTION DE L'UNESCO A LA STRATEGIE DE MAURICE POUR LA POURSUITE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE DES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DEVELOPPEMENT (PEID) 2008-2009

#### Résumé

Par le présent document, la Directrice générale informe le Conseil exécutif sur l'état de la mise en œuvre par l'UNESCO de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement, laquelle, cinq ans après son adoption, a fait l'objet d'un examen à l'échelle du système des Nations Unies, les 24 et 25 septembre 2010. L'UNESCO a pris une part active à ce processus d'examen et entretient des contacts réguliers avec l'unité chargée des PEID au sein du DAES de l'ONU pour que l'action de l'Organisation en faveur des PEID reste pleinement coordonnée avec celle de l'ensemble du système des Nations Unies. La plate-forme intersectorielle sur la contribution de l'UNESCO à la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (PEID), placée sous l'autorité de l'ADG/SC et à laquelle participe l'ensemble des cinq secteurs de programme au Siège et hors Siège, définit le cadre de la contribution globale de l'UNESCO.

Le présent document rend compte de l'évolution de la situation et met en lumière les résultats obtenus par la plate-forme intersectorielle pour les PEID au cours de l'exercice biennal 2008-2009, ce qui coïncide avec la période de clôture de l'examen de haut niveau à l'échelle du système des Nations Unies.

## I. INTRODUCTION

La Réunion d'examen de haut niveau sur la mise en œuvre de la **Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des PEID** a débouché sur la conclusion que les PEID étaient devenus plus vulnérables malgré les progrès réalisés pendant les cinq premières années de mise en œuvre. Conformément aux objectifs de la Stratégie de Maurice, l'engagement de l'UNESCO en faveur de ses États membres qui font partie des petits États insulaires vise encore et toujours à réduire les vulnérabilités – qu'elles soient liées aux catastrophes, au changement climatique ou à d'autres difficultés – en mettant à profit et en développant la résilience et la force qui caractérisent les sociétés insulaires.

### **Cadre pour l'action de l'UNESCO dans le domaine du développement durable dans les PEID**

La haute priorité accordée aux PEID est explicitement reflétée dans la **Stratégie à moyen terme** de l'Organisation pour la période 2008-2013.

**L'examen à l'échelle du système des Nations Unies, cinq ans après, de la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice pour le développement durable des PEID** a eu lieu cette année avec en point d'orgue une réunion de haut niveau tenue au Siège de l'ONU, à New York, les 24 et 25 septembre 2010. L'UNESCO prend une part active au suivi du processus d'examen et entretient des contacts réguliers avec l'unité chargée des PEID au sein du DAES de l'ONU pour que l'action de l'Organisation en faveur des PEID reste pleinement coordonnée avec celle de l'ensemble du système des Nations Unies.

Définissant le cadre de la contribution globale de l'UNESCO, la **plate-forme intersectorielle sur la contribution de l'UNESCO à la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (PEID)** (plate-forme intersectorielle pour les PEID) suit une approche intégrée en matière de vie et de développement durables dans les îles, en insistant sur la coopération et les liens interrégionaux. La plate-forme intersectorielle pour les PEID est placée sous la direction du Secteur des sciences exactes et naturelles, en collaboration avec les secteurs de l'éducation, des sciences sociales et humaines, de la culture, et de la communication et de l'information, tant au Siège que hors Siège. Prenant en considération le statut prioritaire accordé aux PEID, la plate-forme intersectorielle pour les PEID est reconnue comme une plate-forme de coordination, ce qui facilite ses relations avec les autres plates-formes axées sur des thèmes précis, tels que le changement climatique ou l'Éducation en vue du développement durable (EDD).

L'UNESCO a publié en anglais, français et espagnol ***Vent de changement sur les îles***, une brochure exposant les principales activités de la plate-forme pour les PEID pendant l'exercice biennal 2008-2009. Articulée autour des huit chapitres de la Stratégie de Maurice sur lesquels l'UNESCO concentre ses activités, cette brochure met en évidence la démarche de plus en plus intersectorielle adoptée pour relever les défis auxquels doivent faire face les PEID qui sont États membres de l'Organisation.

L'UNESCO dispose d'un **site Web consacré aux PEID**, qui présente son action en faveur des PEID selon les différents chapitres de la Stratégie de Maurice (en anglais seulement) : [www.unesco.org/en/sids](http://www.unesco.org/en/sids).

Plusieurs programmes de l'UNESCO ont récemment mis en place des **sous-programmes distincts pour les PEID** qui mettent davantage l'accent sur les PEID et assurent une exécution plus ciblée des activités en leur faveur. Il s'agit entre autres d'un programme du patrimoine mondial axé sur les PEID et d'un portail qui leur est consacré sur le site Web du programme du patrimoine culturel immatériel.

### **Résultats escomptés 2008-2009**

Au cours de l'exercice biennal 2008-2009, la plate-forme intersectorielle pour les PEID a opéré en vue des résultats escomptés ci-après :

- Mise en évidence des liens entre changements environnementaux et socioculturels dans les PEID et identification, échange et mise en œuvre de cadres pour les politiques, modalités et outils au service de conditions de vie insulaire durables dans et entre les régions comprenant des PEID ;
- Intégration du développement durable dans les programmes éducatifs des PEID, pour sensibiliser la population à cette question et l'aider à mieux la comprendre ;
- Reconnaissance et renforcement des savoirs locaux et autochtones dans la gestion de l'éducation et de l'environnement dans les PEID, notamment pour faire face au changement climatique ;
- Amélioration de la base de connaissances nécessaire à l'évaluation des ressources en eau, surtout dans les PEID ;
- Mise en place pour les PEID de politiques intégrées du patrimoine, renforcement de l'inscription du patrimoine des PEID sur la Liste du patrimoine mondial, et des capacités de conservation durable et de bonne gestion des biens, et élaboration de plans de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ;
- Renforcement de l'initiation à l'information et de la connaissance des défis et des pratiques du développement durable ;
- Renforcement des mécanismes participatifs et des réseaux communautaires, en mettant en particulier l'accent sur la participation des jeunes.

### **Stratégies de mise en œuvre**

La plate-forme intersectorielle pour les PEID, qui maintient des contacts informels entre tous les acteurs à l'échelle de l'Organisation, fonctionne à la faveur de réunions présentielles organisées au Siège de l'UNESCO, auxquelles participent fréquemment les bureaux hors Siège grâce aux téléconférences et aux échanges réguliers de courriers électroniques. Tous les secteurs de programme ont joué une part active dans les résultats obtenus durant l'exercice biennal 2008-2009, qui concernent à la fois des activités pleinement intersectorielles et des activités limitées à de grands programmes spécifiques.

La formulation de résultats escomptés qui encouragent et stimulent l'action intersectorielle est importante. Au cours de l'exercice biennal 2008-2009, les acteurs de la plate-forme intersectorielle pour les PEID ont été en mesure de concevoir et de structurer, d'une manière plus intersectorielle, les résultats escomptés de la plate-forme pour 2010-2011. Ainsi, celle-ci a pu formuler des résultats escomptés plus spécifiques et stratégiques concernant les améliorations à apporter pour l'exercice biennal en cours.

Les bureaux hors Siège sont essentiels à l'exécution des programmes de l'UNESCO dans les PEID. Ces derniers et les bureaux dont ils relèvent étant répartis sur une aire géographique gigantesque, la participation effective de tous les bureaux hors Siège des PEID aux réunions régulières de la plate-forme intersectorielle pour les PEID représente un défi considérable. Les bureaux hors Siège contribuent activement à l'élaboration des rapports concernant la plate-forme, confirmant ainsi le rôle clé qu'ils jouent s'agissant d'assurer la visibilité des programmes de l'UNESCO ainsi que leur exécution effective sur le terrain.

Le responsable de la plate-forme intersectorielle pour les PEID rencontre régulièrement le **Comité des représentants des PEID auprès de l'UNESCO**, en vue d'améliorer et de renforcer constamment les échanges d'informations entre les États membres appartenant au groupe des PEID et le Secrétariat de l'UNESCO.

### **Points essentiels et réflexions concernant les activités 2008-2009**

Des exemples d'activités entreprises dans le cadre de la plate-forme intersectorielle pour les PEID en 2008-2009 sont abordés ci-après, dans l'ordre des sept résultats escomptés. L'accent a été placé sur la mise en œuvre jusqu'à fin 2009, ce qui correspond à la période visée par l'examen de haut niveau de la Stratégie de Maurice (2005-2009). Toutes les activités ne sont pas mentionnées – les contributions de l'UNESCO en faveur des PEID étant trop nombreuses et variées pour être toutes incluses dans le présent document. Le tableau qui récapitule les réalisations de la plate-forme (disponible en ligne) dresse une liste plus complète des activités, ce qu'il n'est pas possible de faire ici faute de place. Le tableau contient également des informations sur les activités de la plate-forme durant le premier semestre 2010, comme indiqué dans le document 185 EX/4 du Conseil exécutif.

- **Mise en évidence des liens entre changements environnementaux et socioculturels dans les PEID et identification, échange et mise en œuvre de cadres pour les politiques, modalités et outils au service de conditions de vie insulaire durables dans et entre les régions comprenant des PEID**

Au titre de ce résultat escompté, les activités clés comprennent l'initiative intersectorielle (SC/ED) **Sandwatch** ([www.sandwatch.org](http://www.sandwatch.org)). Cette dernière fournit un cadre permettant aux enfants, aux jeunes et aux adultes de travailler ensemble dans les écoles et les communautés locales à l'évaluation critique des problèmes et conflits qui touchent leurs environnements côtiers, l'accent étant mis en particulier sur l'adaptation au changement climatique. Activement soutenue par plusieurs bureaux hors Siège de l'UNESCO dans le monde entier et considérée comme un projet clé pour le Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO, Sandwatch opère dans plus de 40 pays, dont 20 sont des PEID. Avec l'appui du Gouvernement danois et par l'intermédiaire d'un accord de fonds-en-dépôt, l'UNESCO et la Fondation Sandwatch mettent en œuvre une série d'activités visant à renforcer et développer le recours à l'initiative Sandwatch pour promouvoir l'éducation au changement climatique. Les activités du projet comprennent notamment la mise au point d'une nouvelle édition du manuel Sandwatch – principale source d'information pour la participation aux activités Sandwatch, publié par l'UNESCO en anglais, français et espagnol – qui comporte des renseignements en rapport avec l'observation du changement climatique et l'adaptation à ce phénomène. Une base de données en ligne Sandwatch sur le changement climatique est également en cours d'élaboration pour permettre aux équipes du réseau de publier sur Internet leurs observations et données et de contribuer ainsi à un réseau mondial de surveillance basé sur l'observation locale. Sandwatch a été intégrée aux programmes scolaires formels des Îles Cook, et la Grenade envisage de faire de même. On s'attend à ce que d'autres pays suivent cet exemple dans les années à venir.

Le **Séminaire international de formation sur les réserves de biosphère des Caraïbes**, organisé conjointement en 2009 par MAB-Jamaïque, la Commission nationale de la Jamaïque pour l'UNESCO et l'UNESCO, avec l'appui financier du Gouvernement espagnol, a été une deuxième activité majeure liée à ce résultat. Le séminaire, qui a porté essentiellement sur les réserves de biosphère insulaires et côtières, a revêtu une grande importance et est tombé à point nommé pour la Jamaïque, qui œuvre actuellement à la désignation de sa première réserve de biosphère. Il a également encouragé la constitution de réseaux pour les réserves de biosphère des pays anglophones des Caraïbes. On espère que cette activité ouvrira la voie à la création de nouvelles réserves de biosphère dans les pays des Caraïbes.

Dans la région de l'océan Indien, l'UNESCO a organisé un stage de formation de 17 jours sur le **diagnostic des poissons malades**, au MIRCEN de l'UNESCO en Inde, à l'intention du personnel

de recherche du Centre de recherche marine des Maldives. Cette formation a permis d'établir un guide de terrain et un manuel de laboratoire sur la gestion des maladies des poissons aux Maldives, et elle a été mentionnée dans le rapport annuel 2009 du Coordonnateur résident et de l'équipe de pays des Nations Unies aux Maldives destiné au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Dans le **Pacifique**, le Réseau de recherche sur les migrations en Asie et dans le Pacifique, avec l'appui du Bureau de l'UNESCO à Apia et de l'Université du Pacifique Sud, a organisé en mai 2009 le premier **atelier du Pacifique sur les migrations liées au changement climatique**. L'atelier a recensé plusieurs domaines clés dans lesquels il fallait accentuer la recherche et l'élaboration de politiques. Les débats se sont focalisés sur des questions de base, par exemple pourquoi les gens partent – ou pourquoi ils restent – et comment ils ont accès à la terre dans un nouvel endroit, comment ils sont reçus, et quel est l'impact social de la migration sur les communautés des îles du Pacifique.

o **Intégration du développement durable dans les programmes éducatifs des PEID, pour sensibiliser la population à cette question et l'aider à mieux la comprendre**

Concernant ce résultat escompté, la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD, 2005-2014) offre à l'UNESCO et à ses partenaires la possibilité de consolider les progrès enregistrés dans le développement des ressources humaines, l'éducation et la formation afin de pouvoir répondre aux besoins actuels et futurs des petites îles. Dans le contexte des petites îles, l'EDD peut être vue comme un cadre dans lequel œuvrer conjointement en associant les programmes et réseaux existants à des idées plus neuves et en créant les conditions d'un dialogue global, interdisciplinaire et intersectoriel autour de la durabilité. La **Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable**, qui a eu lieu du 31 mars au 2 avril 2009 à Bonn (Allemagne), a été l'occasion de parler de l'EDD et d'en faire la promotion. Plusieurs des participants venaient de PEID, notamment les Ministres de l'éducation des Maldives et de Vanuatu, ainsi que les coorganisateur de l'atelier et certains responsables de projets de bonnes pratiques en matière d'EDD qui ont présenté leurs projets lors d'une exposition organisée à l'occasion de la Conférence.

Le Bureau de **conseil technique de l'UNESCO pour les systèmes nationaux relatifs à la science, à la technologie et à l'innovation**, à Dar es-Salaam, s'efforce d'accélérer la croissance économique aux Seychelles. Il a été fait observer que le nombre restreint de personnes formées et l'insuffisance des fonds disponibles faisaient obstacle au plein développement des systèmes scientifiques sur les îles, même là où ils étaient les plus nécessaires, par exemple dans le secteur halieutique ou touristique. Ces contraintes sont le lot de nombreux autres PEID.

L'UNESCO a poursuivi sa coopération, par l'intermédiaire des Secteurs SC et ED, avec le **Consortium des universités des petits États insulaires en développement (UCSIS)**, qui est un réseau UNITWIN de l'Organisation. Avec l'appui technique des deux secteurs susmentionnés, le DAES et le Bureau de l'UNESCO à Kingston ont organisé un atelier pour le lancement du projet du DAES intitulé « Renforcement des capacités par l'éducation au service du développement durable pour les petits États insulaires en développement », à Kingston (Jamaïque), du 9 au 12 décembre 2009. Financé par le Fonds PNUD/Espagne pour la réalisation des OMD, le projet, avec les conseils techniques de l'UNESCO, aidera l'UCSIS à mettre au point un programme mondial d'études universitaires sur le développement durable dans les PEID.

Toujours aux Caraïbes, un **Guide des enseignants pour l'éducation au service du développement durable dans les Caraïbes** a été publié en anglais et en espagnol. Les manuscrits ont été préparés par six experts locaux, en consultation avec des enseignants, en vue de redynamiser l'action de l'EDD. Le Bureau de l'UNESCO à Kingston a largement diffusé le guide auprès de tous les États membres et Membres associés relevant du bureau multipays, et l'ouvrage a été mis en ligne.

Le Bureau de l'UNESCO à Apia a défini une **approche intersectorielle de l'EDD** pour le Pacifique, l'accent étant mis en particulier sur l'amélioration de la pertinence des programmes d'études dans les PEID, le renforcement du contenu culturel ainsi que de la connaissance et de l'utilisation des langues du Pacifique par les populations locales/autochtones, et la compréhension de questions environnementales clés telles que le changement climatique. La cartographie des activités nationales de l'EDD a été achevée à Nioué, en République des Îles Marshall et à Kiribati ; elle est en cours à Vanuatu, aux Îles Salomon et aux Fidji ; et des recherches sur la pertinence des programmes ont été menées à leur terme aux Fidji, à Nioué, en République des Îles Marshall et aux Tonga. Les premiers matériels du kit de ressources révisé « Notre patrimoine dans le Pacifique » de l'EDD ont été mis au point et testés. Les premiers modules produits portent sur un ancien site agricole de Kuk WHA (Papouasie-Nouvelle-Guinée) et le Domaine du chef roi Mata WHA (Vanuatu). D'autres modules concernant Lakalaka (Tonga), la nappe phréatique (avec un intérêt particulier pour Nioué), l'Acte de cession du programme Mémoire du monde (Fidji), les valeurs pacifiques, l'égalité des sexes, la jeunesse et l'agriculture biologique sont en cours de production (tests prévus en 2010). Le premier atelier de l'UNESCO sur l'éducation relative au VIH et au SIDA s'est tenu à Nadi en octobre 2009. L'essai en situation du CD-ROM éducatif de l'UNESCO « Le Canoë est le peuple » et d'un kit de ressources associé pour les apprenants a récemment été mené à bien dans certaines écoles des Îles Cook et de Nouvelle-Zélande.

Dans le cadre d'un partenariat stratégique avec les plates-formes intersectorielles sur le changement climatique et l'éducation en vue du développement durable, et avec l'appui du Gouvernement danois, la plate-forme intersectorielle pour les PEID a participé au **Séminaire international sur l'éducation au changement climatique**, du 27 au 29 juillet 2009. Le séminaire, auquel participaient 17 Etats membres appartenant au groupe des PEID, a dressé le bilan des difficultés et possibilités liées à l'éducation au changement climatique, l'accent étant particulièrement mis sur les PEID. Les experts ont affirmé que cette éducation devrait se concentrer sur la vulnérabilité et l'adaptation. De plus, un consensus général a émergé autour de l'idée qu'il lui faudrait aborder l'éthique du changement climatique et les dimensions sociales de son atténuation et de l'adaptation à ses effets. Plusieurs actions prioritaires en faveur de l'éducation au changement climatique, définies lors du séminaire international, sont actuellement en cours. Des projets pilotes en la matière seront élaborés dans plusieurs pays, dont les Maldives. En outre, l'UNESCO lancera une plate-forme d'échange consacrée à l'éducation au changement climatique, en collaboration étroite avec le secrétariat de la CCNUCC. La plate-forme réalisera un examen des politiques éducatives et des programmes d'études en place, afin de susciter l'élaboration de directives et de faciliter l'inclusion des questions relatives au changement climatique dans les programmes éducatifs. Elle servira par conséquent de passerelle pour l'échange d'informations sur l'éducation au changement climatique et renforcera la recherche-action dans les domaines des sciences sociales et humaines, de l'éthique et de l'élaboration de supports pédagogiques adaptables aux situations particulières des PEID face au changement climatique.

- **Reconnaissance et renforcement des savoirs locaux et autochtones dans la gestion de l'éducation et de l'environnement dans les PEID, notamment pour faire face au changement climatique**

Dans le cadre de ce résultat escompté, le **Forum « En première ligne face au changement climatique »** ([www.climatefrontlines.org](http://www.climatefrontlines.org)) constitue un espace de dialogue en ligne modéré où les communautés des petites îles et les populations autochtones partagent leurs connaissances et leurs expériences liées au changement climatique et en discutent. Le Forum facilite le débat à travers le monde sur divers sujets allant des observations des premières incidences et des actions mises en œuvre pour faire face au changement climatique aux préoccupations et opinions concernant la déforestation et la REDD. Dirigé par l'UNESCO, en partenariat avec le secrétariat de l'Instance permanente sur les questions autochtones, le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, le Forum touche près de 60 000 lecteurs. Avec le soutien du Gouvernement danois, il appuie divers projets sur le terrain qui contribuent plus avant à la compréhension des savoirs locaux et autochtones relatifs au

changement climatique. Vingt-quatre projets ont été retenus pour bénéficier d'un soutien et en sont actuellement au début du processus de mise en œuvre et cinq ou six autres projets sont en attente de financement. Les projets hors Siège du Forum finiront par constituer un réseau mondial de sites communautaires d'observation du changement climatique et d'adaptation à celui-ci, lequel se développera à mesure que les projets seront mis en œuvre. Les bureaux hors Siège correspondants participeront à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des projets. À cet égard, un accent particulier sera placé sur les communautés confrontées aux risques les plus importants en matière de changement climatique, notamment sur les PEID.

Dans la région Pacifique, un ensemble de **sept affiches éducatives**, disponibles en anglais, français, espagnol et bichelamar (Vanuatu) et traitant de questions de politique générale essentielles pour le savoir autochtone, ont été lancées par le Ministre de l'éducation et la Commission nationale de Vanuatu. Les affiches ont depuis été traduites en six autres langues autochtones du Pacifique (fidjien, gilbertien, maori, samoan, tonguien, tuvaluan), et devraient être mises en circulation début 2010.

- **Amélioration de la base de connaissances nécessaire à l'évaluation des ressources en eau, surtout dans les PEID**

Dans le contexte de ce résultat escompté, un programme de formation a été entrepris par le Bureau de l'UNESCO à Dar es-Salaam dans le but de garantir l'accroissement des capacités techniques et des connaissances en vue d'une gestion durable des ressources en eau sur les petites îles. Grâce à la participation des jeunes et à une représentation équitable des sexes aux réunions, la formation a respecté les principales priorités de l'UNESCO. En outre, du fait de la participation de responsables de l'élaboration des politiques, on peut penser que les résultats seront facilement pris en compte au niveau de la planification et de la budgétisation. Parmi les enseignements tirés de la mise en œuvre de l'activité, le Bureau de Dar es-Salaam a relevé que la divergence entre les besoins des différents États insulaires pouvait compliquer la planification des activités car ces derniers n'en étaient pas tous au même stade de développement et avaient donc des priorités différentes.

Dans le volume des études de cas de la 3<sup>e</sup> édition du **Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau**, l'état des ressources en eau, les problèmes rencontrés par la société et les responsables de la gestion de l'eau ainsi que les progrès réalisés pour atteindre l'Objectif 7 (Préserver l'environnement) des Objectifs du Millénaire pour le développement dans les îles du Pacifique ont été examinés du point de vue du changement climatique/de la variabilité du climat en tant qu'étude de cas. Ce travail conjoint, accompli en coordination avec la Commission des sciences de la terre appliquées des îles du Pacifique (SOPAC), figure dans la section des études de cas du site Web du Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau depuis mars 2009.

À l'échelle mondiale, l'**UNESCO-IHE**, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement - Programme d'action mondial (PNUE-GPA), dispense une **formation à la gestion des eaux usées dans les villes côtières**. Le matériel de formation a été élaboré en premier lieu pour les pays côtiers d'Afrique, mais une série de révisions a permis de l'adapter pour différentes régions du monde. Le support du cours est disponible en arabe, anglais, chinois, français, russe, espagnol, portugais et turc. Au total, 1 800 professionnels issus de 67 pays, dont 26 PEID, ont été formés à la gestion des eaux usées entre mars 2003 et août 2009.

- **Mise en place pour les PEID de politiques intégrées du patrimoine, renforcement de l'inscription du patrimoine des PEID sur la Liste du patrimoine mondial et des capacités de conservation durable et de bonne gestion des biens, et élaboration de plans de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel**

Dans le cadre de ce résultat escompté, d'importants progrès ont été réalisés en ce qui concerne la participation des États membres appartenant au groupe des PEID à la mise en œuvre de la

Convention du patrimoine mondial et de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

La sauvegarde de **10 éléments du patrimoine culturel immatériel** – danses, musique, chansons, déclamations, dessins, jeux de tambour, espaces culturels et artisanat – a été assurée grâce au soutien et à l'engagement des bureaux hors Siège situés dans les PEID suivants : Cap-Vert, Comores, Cuba, Fidji, Haïti, Îles Salomon, Jamaïque, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République dominicaine, Tonga, Vanuatu. De nouvelles ratifications de la **Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003** ont été effectuées en Papouasie-Nouvelle-Guinée (septembre 2008), à la Barbade (octobre 2008), à la Grenade (janvier 2009), ainsi qu'en Haïti et à Saint-Vincent-et-les Grenadines (septembre 2009). Dans la région Pacifique, des experts gouvernementaux et non gouvernementaux ont été formés à la sauvegarde du patrimoine lors de quatre réunions nationales de consultation organisées en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Fidji, aux Tonga et à Vanuatu. **Au Timor-Leste**, l'un des PEID et des PMA les plus jeunes, une présentation de la Convention de 2003 a été faite à l'intention du Ministère de l'éducation et de la culture. Les musées du Timor-Leste ont été soutenus par tout un éventail d'activités entreprises par le Bureau de l'UNESCO à Jakarta, notamment la traduction en indonésien du programme de formation UNESCO/ICOM à la muséologie « Comment gérer un musée » ainsi que d'une série de guides sur la protection du patrimoine culturel. Dans le Pacifique, une étude de faisabilité sur le développement des industries créatives en tant que moyen de subsistance durable à Kiribati a été achevée.

En ce qui concerne la **Convention du patrimoine mondial de 1972**, les Îles Cook l'ont ratifiée en janvier 2009, tandis que les États fédérés de Micronésie, les Îles Marshall, Kiribati et les Palaos ont inscrit de nouveaux sites en janvier 2009. Des demandes de financement par le Fonds du patrimoine mondial ont été reçues de la part des Fidji, de la République dominicaine, des Seychelles et de Vanuatu ; un bilan du programme patrimoine mondial – Pacifique 2009 a par ailleurs été entrepris et a fait l'objet d'un rapport au Comité du patrimoine mondial à sa 33<sup>e</sup> session. Un fonds-en-dépôt australien en faveur des projets visant à soutenir les activités du patrimoine mondial a été créé en 2008, une priorité particulière ayant été accordée aux projets de la région Pacifique. Les Projets Youth PATH ont été lancés dans 12 pays des Caraïbes et ont permis de former plus de 150 jeunes au tourisme du patrimoine, à l'esprit d'entreprise, au développement de produits et à l'acquisition de compétences nécessaires à la vie courante. En 2008, les Projets Youth PATH à la Barbade, à la Dominique, à la Grenade, à Sainte-Lucie et à Saint-Kitts-et-Nevis ont pu accéder à des fonds du FEM, de l'USAID et de la BID pour soutenir les politiques de réduction de la pauvreté.

- **Renforcement de l'initiation à l'information et de la connaissance des défis et des pratiques du développement durable**

En ce qui concerne ce résultat escompté, les mécanismes de participation et les réseaux communautaires des PEID ont été renforcés au moyen de cinq projets de médias communautaires dans quatre PEID – Palaos, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Vanuatu –, avec une aide du PIDC d'un montant total de 119 800 dollars.

Le PIDC est un mécanisme de financement essentiel pour les PEID. Quinze projets du PIDC ont été mis en œuvre dans les PEID au cours de l'exercice biennal 2008-2009. Des consultations régionales sur l'adaptation du modèle de programme d'enseignement du journalisme ont été organisées à la Barbade et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, avec la participation des départements de journalisme des universités et instituts de formation de 14 PEID. Le *Caribbean Media and Resource Centre*, qui offre un outil d'enseignement à distance sur Internet proposant des cours sur le journalisme et les médias en ligne, a été lancé en Jamaïque.

La compréhension scientifique des processus climatiques a été améliorée pour un total de **40 journalistes du Pacifique, formés à la transmission d'informations sur le changement climatique** lors de la table ronde annuelle 2008 sur le changement climatique dans le Pacifique et



lors du deuxième atelier du Pacifique consacré aux médias et au changement climatique qui ont eu lieu aux Tonga en février 2009. La Conférence internationale sur le thème « Radiotélévision et changement climatique », qui s'est tenue en septembre 2009, a contribué à l'instauration d'une coalition d'unions régionales de radiodiffusion tournée vers l'action, en partenariat avec l'Union de radiodiffusion pour l'Asie et le Pacifique, l'Union des radiodiffusions des Caraïbes, l'Association de radiodiffusion du Commonwealth et l'Union européenne de radiotélévision, entre autres. Cette activité conjointe des Secteurs CI et SC a renforcé les capacités de présentation de l'information sur le changement climatique au sein des organismes nationaux de radiodiffusion des PEID. Des productions consacrées au changement climatique, soutenues par l'UNESCO et exemptes de droits, ont été préparées pour être gratuitement distribuées aux organismes de radiodiffusion dans les PMA et PEID, notamment le court métrage « *The climate game and the poor* ». En outre, plus de 150 nouvelles productions sur des thèmes tels que le VIH et le SIDA, le changement climatique, les enfants et la jeunesse, et les peuples autochtones, comprenant des contributions d'autres organisations du système des Nations Unies, sont mises à la disposition des organismes de radiodiffusion par le biais de la plate-forme électronique audiovisuelle de l'UNESCO.

Dix-huit professionnels des médias issus de neuf PEID du Pacifique ont été formés aux questions de développement durable – notamment à celles du changement climatique, de l'eau et de la biodiversité – à l'aide de l'instrument de sensibilisation de l'UNESCO intitulé *Media as Partners in Education for Sustainable Development: A training and Resource Kit* (Les médias en tant que partenaires de l'éducation au service du développement durable : outil de formation et de documentation).

Aux Maldives, l'initiation à l'information et la connaissance des défis et des pratiques du développement durable ont été renforcés par l'élaboration et l'adaptation de programmes d'initiation à l'information et aux médias dans le cadre des programmes d'études universitaires du premier cycle et supérieures, et par la formulation d'un ensemble complet de recommandations fondées sur les indicateurs de développement des médias. Au Timor-Leste, 15 journalistes ont été formés au journalisme pour la paix, une réflexion étant engagée sur le rôle de la couverture journalistique dans les situations de conflit.

○ **Renforcement des mécanismes participatifs et des réseaux communautaires, en mettant en particulier l'accent sur la participation des jeunes**

Dans le cadre de ce résultat escompté, l'initiative mondiale intitulée « **Vision des jeunes sur la vie dans les îles** » appuie le renforcement des capacités et la participation des jeunes s'agissant du développement durable dans les PEID. À la faveur d'un effort déployé conjointement par le Siège de l'UNESCO et les bureaux hors Siège situés dans les PEID, un appel aux propositions de projets dirigés par des jeunes et visant à promouvoir la sensibilisation et l'éducation à la prévention du VIH et du SIDA a été lancé à grande échelle en novembre 2008 à l'intention des PEID. Plus de 90 propositions ont été reçues en provenance des Caraïbes, du Pacifique, de l'océan Indien et de l'Afrique. À l'issue du processus de sélection, 12 projets ont bénéficié d'un appui (Cuba, République dominicaine, Fidji, Grenade, Haïti, Madagascar, Maurice, Nauru, Samoa, Tonga et Zanzibar). Ces projets ont été mis en œuvre durant l'année 2009, et on peut trouver des informations à leur sujet à l'adresse suivante : [www.youthvisioning.org](http://www.youthvisioning.org). Dans le Pacifique, un consortium régional d'acteurs de la jeunesse s'est constitué et comprend des organisations de jeunes, des organisations régionales (CROP) et des organismes des Nations Unies. Des dispositifs de collaboration sont en place pour l'élaboration de politiques nationales améliorées en faveur de la jeunesse, ainsi que pour le renforcement des organisations de jeunes du Pacifique et des projets axés sur la jeunesse vulnérable. Les Nations Unies ont également créé un groupe consultatif sur la jeunesse chargé d'apporter des contributions au PNUAD ainsi qu'aux activités de leurs organismes. Le deuxième Festival de la jeunesse du Pacifique a bénéficié d'un appui conséquent.